



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

4 juillet 2024

NOTE DE RECHERCHE – n° 144

LA STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ ALLEMANDE RUPTURE OU CONTINUITÉ STRATÉGIQUE ?

Jéronimo L. S. BARBIN

Doctorant associé à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Le 27 février 2022, le chancelier allemand Olaf Scholz qualifie l'attaque russe contre l'Ukraine de « tournant historique » (*Zeitenwende*) et annonce une panoplie de mesures en réaction, considérées comme un « revirement complet », voire comme « révolutionnaires » par la presse nationale et internationale. L'élaboration d'une première stratégie nationale de sécurité allemande, dont les travaux débutent le mois suivant, suscite en conséquence l'attente, à la fois en Allemagne et à l'étranger, de voir se confirmer ce changement de la politique extérieure allemande, notamment par une action gouvernementale plus stratégique et l'apparition de nouvelles structures décisionnelles.

Après avoir présenté la genèse et le processus d'élaboration de ce document, cette note de recherche détaille le contenu de cette stratégie et expose finalement la réception de celle-ci par la communauté stratégique allemande.

SOMMAIRE

Introduction	2
Genèse de la NSS	3
Processus d'élaboration de la NSS	7
Contenu de la NSS	11
Réception de la stratégie en Allemagne	16
Conclusion	21

INTRODUCTION

Le 14 juin 2023, le gouvernement allemand a présenté la toute première « Stratégie nationale de sécurité » (*Nationale Sicherheitsstrategie* – NSS) du pays¹. À l'inverse des Livres blancs précédents, qui se limitaient principalement à la politique de défense, ce document a pour ambition de redéfinir les fondements stratégiques de la politique extérieure allemande par l'intégration des différents acteurs, instruments et moyens de l'État allemand en une approche globale. Cette prétendue « stratégie intégrée » est la réponse du gouvernement à la simultanéité et à la complexité des défis qui se posent à l'Allemagne de nos jours, allant des ambitions impériales d'États autoritaires à la crise climatique, en passant par l'instabilité du voisinage européen et les risques de pandémies.

Annoncé dans le contrat de coalition du gouvernement tripartite (SPD/Verts/FDP) en novembre 2021, le projet d'écrire une stratégie nationale de sécurité a reçu une toute nouvelle impulsion à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine quelques mois plus tard. Cette guerre a bouleversé un bon nombre de certitudes et rendu nécessaire une évaluation approfondie du contenu et de la conception de la politique étrangère allemande. Se pose ainsi la question de savoir si cette stratégie nationale de sécurité, qui a pour ambition de servir de boussole à la politique de sécurité du nouveau gouvernement allemand, est un document de rupture, reflétant le prétendu *Zeitenwende*, ce « tournant historique » diagnostiqué par le chancelier allemand Olaf Scholz fin février 2022², ou si elle s'inscrit dans la continuité stratégique allemande. L'Allemagne se donnera-t-elle ainsi les moyens de ses nouvelles ambitions en matière de politique étrangère et de défense ? Le nouveau gouvernement fera-t-il émerger de nouvelles structures et procédures de décision, afin de dépasser les logiques ministérielles et de coalition qui ont, par le passé et de façon récurrente, entravé la poursuite et la mise en œuvre d'une approche stratégique dans son action extérieure ? Et, finalement, cette nouvelle stratégie pourra-t-elle représenter le point de départ d'une rénovation de la culture stratégique allemande, historiquement marquée par une certaine réticence quant à l'emploi de la force armée³ et en conséquence par une prédilection pour les résolutions diplomatiques de conflits ?

Pour répondre à ces questions, cette note de recherche expose dans une première partie que l'idée de mieux coordonner l'action extérieure allemande est un débat politique de plus de vingt ans, qui a connu des hauts et des bas, et qui était souvent le produit d'un contexte stratégique particulier. La deuxième partie montre comment cette idée est finalement venue se concrétiser à la fin du mandat de la chancelière Angela Merkel, et retrace ensuite le processus d'élaboration de cette stratégie. La troisième partie se penche sur le contenu de cette stratégie, en présentant le concept de « stratégie intégrée », avec lequel le gouvernement souhaite mener une politique de sécurité plus robuste, résiliente et durable.

1. Cf. Gouvernement fédéral, *Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité intégrée pour l'Allemagne. Stratégie de sécurité nationale*, 14 juin 2023.

2. Cf. Olaf Scholz, « *Déclaration gouvernementale du chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne Olaf Scholz* », Bundestag, Berlin, 27 février 2022.

3. Cf. Jérónimo L. S. Barbin et Torsten Konopka, « *Militärische Zurückhaltung oder militärisches Engagement? Entstehung und Entwicklung der strategischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland bis 1990 im Lichte von Archivquellen* », *Sirius*, 7 (4), 2023, p. 327-353.

La quatrième et dernière partie de la note détaille enfin la réception de cette stratégie en Allemagne, en exposant les points positifs et négatifs qui ont été relevés par la communauté de défense allemande.

GENÈSE DE LA NSS

L'intention d'écrire une stratégie nationale de sécurité émane officiellement de l'accord de coalition du gouvernement fédéral allemand actuel, signé fin novembre 2021⁴. Le parti social-démocrate (SPD), le parti écologiste « Alliance 90/Les Verts » (Verts) et le parti libéral-démocrate (FDP) s'y étaient engagés à soumettre, dans un délai d'un an, un document de stratégie globale. Cependant, l'intention de rendre l'action gouvernementale allemande plus effective en décloisonnant et en rassemblant les différents instruments de la politique extérieure allemande remonte à plus de vingt ans.

Un système gouvernemental compartimenté

L'autonomie des départements ministériels (*Ressortprinzip*), un principe historique de gouvernance en Allemagne depuis le XIX^e siècle, est inscrite à l'article 65 de la Loi fondamentale allemande de 1949⁵ et fait ainsi partie de l'ADN de la République fédérale allemande. Combiné à la logique de coalition, ce principe d'autonomie est un gage de contre-pouvoir politique et engendre en conséquence régulièrement des conflits de compétences et d'influence entre les différents ministères⁶. Ainsi, selon l'arithmétique de coalition, tandis que le ministère de la Défense est traditionnellement occupé par un membre du même parti que celui du chancelier, le ministère des Affaires étrangères – qui assure la direction de la politique étrangère et, *a fortiori*, celle de la politique de sécurité – est traditionnellement occupé par un membre d'un autre parti de la coalition. Se superposent ainsi des logiques juridiques, structurelles, administratives et politiques qui compliquent, voire empêchent la formulation ainsi que la réalisation d'une politique étrangère stratégiquement cohérente et pro-active.

En théorie, un instrument de coordination existe de longue date avec le Conseil fédéral de sécurité (Bundessicherheitsrat – BSR). Celui-ci a été spécialement créé en 1955 lors de la mise en place de la Bundeswehr en tant que comité du cabinet pour coordonner et ainsi surmonter la compartimentation de la politique de sécurité allemande. Il réunit, sous la présidence du chancelier, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Économie et de la Protection du climat, de la Défense et, depuis 1998, le ministre de la Coopération économique et du Développement ainsi que le directeur de la Chancellerie. L'inspecteur général

4. Cf. SPD-Grüne-FDP, *Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit*, Berlin, 7 décembre 2021, p. 114.

5. Cf. Deutscher Bundestag, *Loi fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne*, Bundestag, 2022.

6. Cf. Ulrich Siebener, « *Die Politik des Ressortzuschnitts zwischen Koalitionsarithmetik und thematischer Profilierung. Eine koalitionspolitische Erklärung für Kompetenzänderungen der Bundesministerien, 1957-2013* », *Politische Vierteljahresschrift*, 56 (1), 2015, p. 77-103.

de la Bundeswehr⁷ participe régulièrement aux réunions du BSR en tant que conseiller militaire du gouvernement, même si sa participation n'est pas prévue par les textes.

En pratique cependant, en raison de sa lourdeur administrative et de son formalisme, le BSR se réunit bien trop rarement pour pouvoir diriger ou coordonner l'action extérieure allemande. D'après les réponses du gouvernement allemand à deux questions écrites (*Kleine Anfragen*) du groupe parlementaire du parti socialiste Die Linke, entre octobre 2002 et mars 2018 le BSR a été réuni dans sa formation ministérielle, en moyenne, trois fois par an seulement⁸. Depuis les années 1980, ces réunions se limitent essentiellement à autoriser des exportations d'armements en dernière instance. De plus, bien que la nécessité d'une meilleure coordination de l'action étrangère soit généralement reconnue, aucun responsable politique, une fois ministre, ne souhaite être soumis à la coordination d'une autre structure gouvernementale qui irait de pair avec une diminution d'envergure de son pouvoir. Il n'est ainsi pas surprenant que Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier écologiste, se soit finalement opposé à la revalorisation du BSR comme instrument central de coordination politique, alors que celle-ci était inscrite dans l'accord de coalition du gouvernement « rouge-vert » du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder⁹. Le ministère des Affaires étrangères ainsi que le parti écologiste craignaient tout simplement une perte de compétence et, respectivement, d'influence sur la politique extérieure allemande.

La coordination de la politique étrangère et de sécurité allemande se fait ainsi principalement à un niveau subalterne et en amont des réunions du cabinet, surtout lors des réunions hebdomadaires des secrétaires d'État (*Staatssekretärsrunde*) ou lors des points de situation hebdomadaires des chefs des services de renseignement et de sécurité (*Nachrichtendienstliche Lage*) en présence du chef de la Chancellerie et de divers secrétaires d'État. Au début des années 2000 s'est de plus établi, sous le premier gouvernement Schröder, le soi-disant cabinet de sécurité (*Sicherheitskabinett*), réunissant de manière informelle et à la demande du chancelier, les principaux responsables et conseillers de la politique extérieure allemande, tels que les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, mais aussi les présidents des services de renseignement ou l'inspecteur général de la Bundeswehr. Cependant, le cabinet de sécurité n'a aucun pouvoir de décision formel ni de véritable sous-structure bureaucratique, ces réunions étant préparées en amont lors d'une réunion des secrétaires d'État des différents ministères concernés.

La difficile coordination des opérations extérieures allemandes

La nécessité d'une meilleure intégration et surtout d'un meilleur suivi de l'action extérieure est cependant devenue pressante du fait de la participation allemande à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan. Celle-ci a mis régulièrement en

7. Cette fonction correspond au chef d'état-major des armées en France. Or, comme la création d'un état-major a été interdit à l'Allemagne lors de la création de la Bundeswehr par les Alliés occidentaux, un état-major des armées fait défaut en Allemagne depuis 1955.

8. Cf. Deutscher Bundestag, *Drucksache 18/4194*, 4 mars 2015 ; Deutscher Bundestag, *Drucksache 18/12788*, 19 juin 2017.

9. Cf. SPD-Grüne, *Aufbruch und Erneuerung. Deutschlands Weg ins 21. Jahrhundert*, Bonn, 20 octobre 1998, p. 46.

lumière le manque de coordination entre les différents départements ministériels en charge de la mission, à savoir le ministère des Affaires étrangères, de la Défense, du Développement, ainsi que le ministère de l'Intérieur. Il manquait une structure interministérielle de suivi et de coordination de l'action extérieure des différents ministères engagés en Afghanistan. C'est ainsi que le ministère de la Coopération a réalisé par exemple des projets de développement dans la province d'Hérat à l'ouest du pays, sans concertation avec le ministère de la Défense et bien loin du secteur militaire allemand au nord de l'Afghanistan, afin que ces projets ne soient pas mis en lien avec les activités militaires¹⁰.

La fragilisation progressive de la situation sécuritaire en Afghanistan aboutit finalement au sein du gouvernement à la reconnaissance que la stabilisation d'un pays dépend aussi – mais pas uniquement – de l'action des armées et qu'il faut en conséquence développer une pensée plus globale. De cette reconnaissance découle finalement l'introduction du concept de « sécurité en réseau » (*Vernetzte Sicherheit*) dans le Livre blanc de 2006, souhaitant faire émerger une vision d'ensemble grâce à un même niveau d'information de tous les acteurs concernés. Cependant, malgré certaines améliorations, en particulier au niveau opérationnel, ce concept ne réussit pas à satisfaire les attentes suscitées, principalement en l'absence d'une compréhension commune du concept, d'objectifs politiques clairs ainsi que du refus de créer de nouvelles structures interministérielles. L'idée initialement développée par le ministère de la Défense de faire du BSR un « BSR Plus » afin de tirer les conséquences institutionnelles du concept de « sécurité en réseau » ne survit pas à la coordination interministérielle¹¹.

Deux ans plus tard, la proposition¹² du groupe conservateur au Bundestag de développer le concept de 2006 en formulant une stratégie nationale de sécurité englobant non seulement les champs classiques de la politique extérieure – la politique étrangère, la défense, l'aide au développement – mais également la politique intérieure, économique, financière, énergétique et environnementale, accompagnée par la création d'un conseil national de sécurité (Nationaler Sicherheitsrat), est cependant vivement critiquée. S'y opposent non seulement les groupes d'opposition libéral, écologiste et de gauche mais également le partenaire social-démocrate de la coalition au pouvoir¹³. La pierre d'achoppement est surtout la nouvelle structure décisionnelle proposée, qui est interprétée comme un début d'américanisation du système politique allemand et comme un danger pour l'influence du ministre des Affaires étrangères, le social-démocrate Frank-Walter Steinmeier à l'époque. La chancelière Angela Merkel s'empresse alors de souligner qu'aucune initiative de ce genre ne sera prise au cours de ce mandat – une position qu'elle réitérera peu après les élections législatives de 2009¹⁴.

L'idée d'élaborer ce concept en le concrétisant ou en créant de nouvelles structures décisionnelles est ainsi reléguée aux oubliettes et n'est plus rediscutée dans les années qui

10. Cf. Deutscher Bundestag – Enquête Kommission, *Kommissionsdrucksache 20(28)21*, 6 juin 2023, p. 2.

11. Cf. Andreas Wittkowsky *et al.*, « Vernetzte Sicherheit. Intentionen, Kontroversen und eine Agenda für die Praxis » ZFAS 5 (Suppl 1), 2012, p. 120 ; T. René Weber, « Wie entstehen strategische Dokumente? Eine empirisch-analytische Fallstudie zum Weißbuch 2006 », dans Daniel Jacobi et Gunther Hellmann (dir.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen von Strategiebildung*, Springer, 2019, p. 102.

12. Cf. CDU-CSU, *Eine Sicherheitsstrategie für Deutschland*, 7 mai 2008.

13. Cf. Severin Weiland, « Nationaler Sicherheitsrat. SPD und Opposition blasen zur Jagd auf einen Papiertiiger », *Der Spiegel*, 7 mai 2008.

14. Cf. AP/dpa/dmo/cag, « Merkel: Gremium erst nach der Wahl », *Süddeutsche Zeitung*, 17 mai 2010.

suivent, à part lors de la campagne législative de 2013, qui n'entraîne cependant pas de changement. Au vu des positions divergentes sur le sujet entre les différents partis politiques, les accords de coalition de 2009, de 2013 et de 2018 ainsi que le Livre blanc de 2016 se bornent ainsi à préserver le consensus établi et à réitérer une profession de foi dans le concept de « sécurité en réseau », sans véritablement le faire évoluer dans la forme ou dans le fond.

La coordination de la politique étrangère et de sécurité continue ainsi à se faire principalement à travers la multitude de comités et de mécanismes interministériels connus, tels que les diverses réunions interministérielles au niveau des secrétaires d'État ou des directeurs généraux, parfois accompagnés par des représentants des services de renseignement et de sécurité. Ces réunions servent surtout à préparer les décisions du cabinet, à diriger les opérations extérieures ou à suivre les relations bilatérales avec des partenaires privilégiés tels que la France ou la Chine. De nouveaux formats voient également le jour, tels que les *Task-Forces* pour la Libye ou le Sahel au niveau des directeurs de département en 2011 ou le groupe de coordination « Prévention de crise, résolution de crise, promotion de la paix » au niveau des directeurs généraux des ministères concernés. Les réunions dépendent cependant du bon vouloir des acteurs impliqués et les décisions prises dans ces formats restent non contraignantes¹⁵.

Ainsi, ce qui fait défaut au sein de l'architecture de sécurité allemande est une institution réunissant de façon régulière les ministres chargés de l'action extérieure allemande pour discuter, évaluer et décider de façon ciblée des priorités stratégiques du gouvernement et des instruments à mettre en œuvre pour les atteindre, et qui soit dotée d'une sous-structure permanente en charge de la veille stratégique ainsi que du suivi de la mise en œuvre des décisions prises. Une telle institution, semblable au Conseil de défense et de sécurité français avec son Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) ou aux Conseils nationaux de sécurité britannique, japonais ou états-unien, permettrait au gouvernement allemand de se pencher régulièrement sur des dossiers d'importance stratégique. Une telle structure permettrait ainsi de réagir, de manière informée, en temps et en heure, à des évolutions défavorables, pour les influencer en leur faveur et pour établir en temps opportun un positionnement gouvernemental, avant qu'une situation ne se transforme en crise, avec ses aléas d'urgence et de pression médiatique ou internationale¹⁶.

15. Cf. MSC, *Zeitenwende, Wendezeiten. Sonderausgabe des Munich Security Report zur deutschen Außen- und Sicherheitspolitik*, octobre 2020, p. 151-155.

16. Cf. Julianne Smith, « *Denk' ich an Deutschland* », *Süddeutsche Zeitung*, 13 février 2019 ; Julianne Smith, « *A question of statecraft* », *Berlin Policy Journal*, 3 janvier 2019.

PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA NSS

Alors que la position des Verts se modifie substantiellement en faveur d'une structure permanente et ministérielle de coordination de la politique étrangère dès 2016¹⁷, c'est surtout Annegret Kramp-Karrenbauer (dite AKK) qui, dès mars 2019, en tant que ministre de la Défense et présidente des chrétiens-démocrates (CDU), réclame vigoureusement une amélioration des structures stratégiques allemandes¹⁸. Souhaitant parfaire son profil en matière de politique extérieure jusqu'à sa potentielle accession au pouvoir, la dauphine désignée d'Angela Merkel fait de la création d'un conseil national de sécurité et de la formulation d'une stratégie nationale de sécurité l'un de ses principaux chevaux de bataille.

Ce débat subsiste après le désengagement progressif d'AKK et sa résignation à la tête de la CDU en janvier 2021, principalement en raison de la pandémie de Covid-19 ainsi que des inondations en Rhénanie et du désengagement chaotique d'Afghanistan pendant l'été 2021. Ces différents événements mettent de nouveau en lumière le besoin d'une meilleure coordination au sein du gouvernement ainsi que d'une meilleure mise en commun des informations et priorités de chaque ministère pour prévenir ou du moins atténuer ce genre de crises¹⁹. Notons également que la revendication d'instaurer un organe central de décision et de suivi stratégique pour combler ces lacunes ne vient plus uniquement des milieux habituels, à savoir du camp conservateur ou du milieu de la défense, mais également de représentants d'ONG et des services de renseignement²⁰.

La fin de règne d'Angela Merkel comme fenêtre d'opportunité

La fin de règne d'Angela Merkel paraît en conséquence offrir le moment idéal pour renouveler les structures décisionnelles du gouvernement, d'autant qu'un consensus semble émerger sur cette question. Outre les chrétiens-démocrates et les Verts, les libéraux se prononcent eux aussi en faveur d'une structure gouvernementale permanente de coordination de la politique étrangère lors des campagnes législatives de 2021²¹. À la suite des premiers pourparlers entre sociaux-démocrates, libéraux et Verts pour former un gouvernement, il semble effectivement que le nœud gordien a été tranché, en inscrivant la volonté d'une révision générale de l'architecture de sécurité ainsi que la formulation d'une stratégie

17. Cf. Bündnis 90/Die Grünen, *Grüne Eckpunkte für zivile Krisenprävention und Friedensförderung*, 18 octobre 2016, p. 5.

18. Cf. BMVg, *Eckpunkte für die Bundeswehr der Zukunft*, mai 2021 ; BMVg, *Zweite Grundsatzrede der Verteidigungsministerin*, 17 novembre 2020 ; BMVg, *Rede der Ministerin an der Universität der Bundeswehr München*, 7 novembre 2019 ; Annegret Kramp-Karrenbauer, « *Europa richtig machen (Getting Europe right)* », *Welt am Sonntag*, 10 mars 2019.

19. Cf. Julia Klaus, « *Nach Afghanistan-Debakel. Brauchen wir einen nationalen Sicherheitsrat?* », *ZDF-heute*, 25 août 2021 ; Sarah Brockmeier, « *Regierungswechsel. Das Ende der Ratlosigkeit ?* », *Peace Lab*, 6 mai 2021.

20. Cf. GKND, *Vom Wissen zum Handeln. Integrierte Lagekompetenz für integrierte Entscheidungsprozesse*, 21 septembre 2021 ; Fachkommission Fluchtursachen, *Krisen vorbeugen, Perspektiven schaffen, Menschen schützen. Bericht der Fachkommission Fluchtursachen der Bundesregierung*, 15 avril 2021, p. 7.

21. Cf. Bündnis 90/Die Grünen, *Deutschland. Alles ist drin*, 26 septembre 2021, p. 220-221 ; CDU-CSU, *Das Programm für Stabilität und Erneuerung. Gemeinsam für ein modernes Deutschland*, 21 juin 2021, p. 7 ; FDP, *Nie gab es mehr zu tun*, 16 mai 2021, p. 51.

nationale de sécurité dans leur accord provisoire²². Cette volonté est par la suite confirmée à la fois par la future ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock (Verts), et par le ministre des Finances, Christian Lindner (FDP)²³.

Cependant, les sociaux-démocrates semblent réticents²⁴. En conséquence, dans l'accord de coalition des trois partis qui est signé deux mois plus tard, aucune référence n'est faite à la volonté de créer une nouvelle structure gouvernementale ou à une rénovation du BSR. L'accord se limite, de nouveau, à la profession de foi dans le concept de sécurité en réseau, mais annonce cependant la publication d'une stratégie nationale de sécurité au cours de la première année de mandat, afin de faire émerger une politique étrangère allemande cohérente²⁵.

Signal de départ dans des conditions aggravées

Le discours de mars 2022 de la nouvelle ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock (Verts), qui a réclamé avec succès le pilotage de cette nouvelle stratégie – à l'inverse des Livres blancs, qui ont toujours été pilotés par le ministère de la Défense – donne le signal de départ pour l'élaboration du document²⁶. Trois semaines après l'attaque russe contre l'Ukraine et le discours du chancelier Olaf Scholz sur le « tournant historique » (*Zeitenwende*), Baerbock formule clairement l'ambition d'un durcissement palpable de la politique étrangère et de défense allemande ainsi qu'un renforcement de ses capacités d'action, afin de pouvoir garantir la sécurité, la paix et protéger les libertés individuelles face à la guerre et les menaces de tous types. Pour ce faire, cette politique devrait être davantage transversale, stratégique, géopolitique et cohérente, de la politique intérieure jusqu'à la politique internationale.

Le processus de rédaction est lancé. Il se veut participatif à plusieurs niveaux, en engageant non seulement les différents ministères du gouvernement allemand, mais aussi les partenaires internationaux, les gouvernements des États fédérés allemands ainsi que les citoyens. Sur la base du discours de mars 2022, une première version de cette stratégie est rédigée dans les mois suivants par un groupe de travail piloté par des diplomates, émanant de la direction générale des affaires politiques, ainsi que du centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères, et renforcé par des membres détachés des ministères de la Défense, de la Coopération et des Finances.

Parallèlement à la rédaction de cette première version ont lieu les premières concertations avec d'autres ministères ainsi qu'avec les partenaires internationaux les plus proches de

22. Cf. SPD-Bündnis 90/Die Grünen-FDP, *Ergebnis der Sondierungen zwischen SPD, Bündnis 90/Die Grünen und FDP*, 15 octobre 2021, p. 9, 12.

23. Cf. Valerie Höhne *et al.*, « Kurze Liebe », *Der Spiegel*, 43, 23 octobre 2021, p. 27 ; Valerie Höhne *et al.*, « [Annalena Baerbock über Koalitionsverhandlungen](#) », *Der Spiegel*, 22 octobre 2021.

24. Cf. Valerie Höhne *et al.*, « Kurze Liebe », art. cit., p. 27 ; Sigmar Gabriel, « [Kramp-Karrenbauers Nationaler Sicherheitsrat](#) », *Der Tagesspiegel*, 9 novembre 2019.

25. Cf. SPD-Bündnis 90/Die Grünen-FDP, *Mehr Fortschritt wagen. Bündnis für Freiheit, Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit*, 7 décembre 2021, p. 114.

26. Cf. Auswärtiges Amt, *Außenministerin Annalena Baerbock bei der Auftaktveranstaltung zur Entwicklung einer Nationalen Sicherheitsstrategie*, 18 mars 2022.

l'Allemagne, à savoir les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et Israël. Bien évidemment, à l'image de la revue de la politique étrangère allemande amorcée en 2014 par le ministre des Affaires étrangères social-démocrate Frank-Walter Steinmeier, la rédaction de la nouvelle stratégie se doit de faire participer les citoyens allemands²⁷. Ceux-ci y sont intégrés à travers sept discussions citoyennes ainsi qu'un jeu de simulation gouvernementale à l'été 2022²⁸.

Annalena Baerbock peut présenter une première version de la stratégie aux autres ministres du gouvernement ainsi qu'au chancelier lors du séminaire gouvernemental au château de Meseberg, le 30 août 2022. Un premier processus de concertation interministérielle est engagé par la suite, à travers lequel les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Coopération, de l'Économie et des Finances ainsi que la Chancellerie ont l'occasion de commenter cette première version et d'y apporter leurs amendements²⁹.

Divergences et blocages ministériels retardent la finalisation de la NSS

En décembre 2022, cependant, d'importants points de divergence apparaissent et suspendent momentanément la conclusion du processus de rédaction. Une présentation de la stratégie à la Conférence de sécurité à Munich en février 2023, telle qu'elle a été envisagée un certain temps, n'est plus réalisable. Parmi les plus de trente points en suspens, quatre sont particulièrement controversés. Premièrement, les conseillers du chancelier désapprouvent les passages rédigés par le ministère des Affaires étrangères concernant la Chine, qui sont particulièrement détaillés et tranchants selon la volonté de l'équipe d'Annalena Baerbock.

Un autre point de désaccord est le budget de défense. Le ministère des Affaires étrangères ne souhaite pas suivre la volonté du nouveau ministre de la Défense social-démocrate, Boris Pistorius, et inscrire l'objectif de l'OTAN des 2 % du PIB pour la défense dans le document. Les diplomates désirent au contraire introduire une clause de conditionnalité liant toute hausse des dépenses de défense à une hausse proportionnelle pour la diplomatie ainsi que pour l'aide civile et humanitaire. Cette idée est rejetée aussi bien par le chancelier Olaf Scholz que par le ministre des Finances, le libéral Christian Lindner. L'idée d'Annalena Baerbock de centraliser la protection civile au niveau fédéral afin de pouvoir mieux agir face à des catastrophes naturelles, telles les inondations en Rhénanie, qui l'ont beaucoup marquée, et donc de retirer cette compétence aux États fédérés, se heurte évidemment au refus de ces derniers, d'autant qu'ils ne sont pas intégrés au processus de rédaction³⁰.

De plus, l'énième apparition de l'idée de créer un conseil national de sécurité pour améliorer la coordination de l'action extérieure allemande pose de nouveau la

27. Cf. Annegret Bendiek, *La « Review 2014 ». Les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde*, IFRI - Notes du Cerfa 123, mai 2015.

28. Cf. Auswärtiges Amt, *Bürgerinnen- und Bürgerdialoge zur Nationalen Sicherheitsstrategie. Wie funktioniert das?*, 26 juillet 2022.

29. Cf. Helene Bubrowski et al., « *Warum sich die Ampel nicht auf eine Nationale Sicherheitsstrategie einigen kann* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 mai 2023.

30. Cf. Marina Korbaki, « *Nationale Sicherheitsstrategie. Über diese vier Punkte streiten Scholz und Baerbock* », *Der Spiegel*, 18 janvier 2023.

question de fond concernant la direction de celle-ci. Bien que la coordination offerte par la Nachrichtendienstliche Lage ou le Sicherheitskabinett – les deux structures sans pouvoir de décision présidées par la Chancellerie – semble en principe satisfaire le chancelier Olaf Scholz, la cacophonie des membres du gouvernement au sujet de l'aide militaire à l'Ukraine mais aussi des sanctions contre la Russie ou les investissements chinois, a engendré une réévaluation des processus de coordination gouvernementale à la Chancellerie ainsi qu'au sein du ministère d'Annalena Baerbock³¹.

En janvier 2023, ces deux centres de pouvoir se sont apparemment accordés sur le principe même de la création d'une nouvelle structure de coordination mais des divergences subsistent quant à son affiliation. En effet, les diplomates craignent toujours d'être dépossédés du peu de prérogatives qui leur restent en matière de politique étrangère à la suite de la concentration de la politique européenne ainsi que de la gestion de la politique ukrainienne à la Chancellerie. Une telle structure doit donc, selon eux, avoir sa place au ministère des Affaires étrangères, idée rejetée par la Chancellerie. Le compromis avancé par la ministre des Affaires étrangères, qui est finalement discuté le même mois lors d'une réunion ministérielle au sujet de la stratégie – l'instauration d'une nouvelle réunion des secrétaires d'État à présidence rotative, assistée par un secrétariat permanent au sein de son ministère – ne convainc pas le chancelier. Celui-ci n'y voit aucune avancée par rapport aux formats existants et enterre définitivement cette initiative³².

Finalement, à la suite d'une réunion des représentants des États fédérés au ministère des Affaires étrangères ainsi que d'une réunion des principaux ministres fédéraux à la Chancellerie, les principales divergences sont résolues et une nouvelle version de la stratégie nationale de sécurité peut être établie. En mars 2023, le processus de concertation interministérielle est relancé afin d'obtenir l'accord des autres ministres et de faire adopter le document par le cabinet fédéral³³.

Ce processus est ainsi l'occasion pour les différents ministères d'apporter leurs remarques et d'éviter un remaniement des compétences au sein du gouvernement à leur détriment ou au profit des autres. En conséquence, le ministère des Transports, dirigé par le libéral Volker Wissing, soumet de nombreuses propositions concernant les moyens de transport ainsi que l'approvisionnement de la population en nourriture en cas de crise³⁴. De même, le ministère de la Justice fait entendre son désaccord sur une défense plus active dans le cyberspace, chère à la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser, qui souhaite en faire une compétence de l'Office fédéral de police criminelle au détriment des États fédérés. Plusieurs réunions au niveau des secrétaires d'État sont nécessaires pour trouver un consensus final, avant que le document puisse être adopté par le cabinet gouvernemental, le 14 juin 2023, et présenté le jour même au grand public³⁵.

31. Cf. Matthias Gebauer *et al.*, « Koalition ohne Kompass. Wer hat das Sagen in der Außenpolitik ? », *Der Spiegel*, 1, 30 décembre 2022, p. 36.

32. Cf. Helene Bubrowski *et al.*, « [Warum sich die Ampel nicht auf eine Nationale Sicherheitsstrategie einigen kann](#) », art. cit.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*

35. Cf. Christian Rath, « [Gefahrenabwehr bei Cyberangriffen. Faeser für Hackbacks im Grundgesetz](#) », TAZ, 3 avril 2023.

CONTENU DE LA NSS

Cette première stratégie nationale de sécurité, longue de 75 pages et structurée en quatre parties, indique clairement que le principal objectif de la politique de sécurité allemande est d'assurer aux citoyens allemands une vie en paix, en liberté et en sécurité³⁶. Pour atteindre cet objectif, le cadre référentiel de l'action gouvernementale reste inchangé, malgré les bouleversements dans son environnement stratégique. Le gouvernement allemand réitère la responsabilité historique de l'Allemagne pour la paix, la sécurité, la prospérité et la stabilité dans le monde, en particulier envers ses voisins européens et Israël, doublée d'un attachement particulier pour la France, les États-Unis ainsi que les organisations européennes et transatlantiques. Y est également clairement indiqué que l'action gouvernementale est guidée par les valeurs reposant sur la démocratie, l'état de droit et les droits humains, et que leur défense est dans l'intérêt fondamental de l'Allemagne.

Un paysage stratégique fondamentalement altéré

Cependant, la NSS note que la défense de ces intérêts est largement tributaire de la situation géographique de l'Allemagne, de son appartenance à l'Union européenne et à l'OTAN, de son modèle économique et de son ancrage dans un monde globalisé. Or ce contexte géopolitique se trouve être en pleine mutation, en première ligne en raison de l'émergence d'un monde soi-disant multipolaire. Dans celui-ci, certains États « révisionnistes³⁷ » minent l'ordre international libre fondé sur le droit international, en voulant imposer des sphères d'influence par la force et en participant à l'érosion de l'architecture de contrôle des armements.

Ce constat de la NSS s'adresse en premier lieu à la Russie et à sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Cette attaque a marqué le désormais célèbre « tournant historique » (*Zeitenwende*), en remettant fondamentalement en cause l'ordre de sécurité européen ainsi que la politique étrangère allemande pratiquée jusqu'alors. Tandis que dans le Livre blanc de 2016, la Russie était uniquement mentionnée comme un défi pour la sécurité européenne, tout en restant un acteur régional et global de poids pour la gestion des crises internationales, elle est désormais vue comme « la plus grande menace pour la paix et la sécurité dans l'espace euro-atlantique³⁸ » et comme un facteur de déstabilisation régionale et mondiale. Cependant, le gouvernement fédéral souhaite maintenir des réseaux de communication solides aux niveaux politiques et militaires entre l'OTAN et la Russie. La Chine est quant à elle définie comme étant à la fois un partenaire, pour la résolution des défis et des crises à l'échelle mondiale, un concurrent, au niveau économique, et un rival systémique, du fait de son ambition de réorganiser l'ordre international³⁹.

36. Cf. Gouvernement fédéral, *Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité intégrée pour l'Allemagne. Stratégie de sécurité nationale*, op. cit.

37. *Ibid.*, p. 23.

38. *Ibid.*, p. 22.

39. *Ibid.*, p. 12, 23.

En même temps, la stratégie reconnaît que les guerres, crises et conflits en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient fragilisent certains États et demeurent un facteur de déstabilisation. Cette instabilité régionale, qui est exacerbée par la crise climatique, représente une source de menace directe et indirecte pour la sécurité des États européens, en engendrant des flux migratoires irréguliers et en permettant l'implantation de groupes extrémistes et d'acteurs externes voulant étendre leurs sphères d'influence⁴⁰.

Pour contrer ces multiples menaces et défis et assurer la sécurité des citoyens allemands, le gouvernement allemand souhaite mener une politique de sécurité robuste (*Wehrhaft*), résiliente (*Resilient*) et durable (*Nachhaltig*). La pièce maîtresse pour réaliser une telle politique est le concept de « sécurité intégrée », qui est la principale innovation conceptuelle de cette stratégie. Ce concept représente l'extension de celui de « sécurité en réseau » – auparavant limité à la diplomatie, la défense, la coopération internationale et la sécurité intérieure – à tous les champs politiques. Par cela, le gouvernement souhaite créer une synergie entre l'ensemble des acteurs, instruments et moyens à sa disposition pour agir de façon stratégique et afin de préserver, voire renforcer la sécurité de l'Allemagne face à des menaces extérieures et intérieures⁴¹.

Cette approche globale a pour ambition de dépasser la pensée en silo prédominante au sein de l'exécutif et inciter tous les acteurs nationaux – qu'ils soient étatiques, économiques ou sociaux – à développer une véritable pensée stratégique lors de leurs actions nationales et internationales, « car nous tous sommes responsables de la sécurité dans notre pays, et nous tous avons une contribution à y apporter⁴² ». En conséquence, cette NSS n'est pas comprise comme un aboutissement mais comme un point de départ pour le développement de la culture stratégique allemande en engageant le Parlement, les Länder et les citoyens dans un débat politique permanent sur les questions ayant trait à la sécurité nationale et à sa mise en œuvre⁴³.

Une politique de sécurité robuste

La robustesse de la politique de sécurité de l'Allemagne doit principalement être atteinte par une remontée en puissance de son armée, financée à la fois par le fonds extraordinaire de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr (*Sondervermögen*), mais également par une hausse du budget de la défense afin d'atteindre 2 % du PIB en moyenne pluriannuelle⁴⁴.

Ces dépenses supplémentaires ont tout d'abord pour objectif de supprimer les déficits structurels accumulés au cours des trente dernières années et de remplir les engagements envers l'OTAN, qui est très clairement défini, en raison de ses capacités de dissuasion et de défense, comme « le fondement essentiel de la sécurité allemande » et comme « le

40. *Ibid.*, p. 23.

41. *Ibid.*, p. 11.

42. *Ibid.*, p. 17.

43. *Ibid.*, p. 73.

44. *Ibid.*, p. 33.

premier garant de la protection contre les menaces militaires »⁴⁵. Par ce réinvestissement, la Bundeswehr est ainsi censée devenir « une armée conventionnelle parmi les plus performantes d'Europe » ainsi qu'un « pilier de la défense conventionnelle en Europe »⁴⁶. Ce renforcement de la Bundeswehr, qui est aussi compris comme une contribution européenne à la communauté de défense transatlantique, passera également par une pérennisation de la présence militaire allemande dans des pays alliés et un développement de ses responsabilités en tant que « plaque tournante logistique » de l'Alliance⁴⁷.

Bien que la défense territoriale et collective soit ainsi clairement revenue au centre des préoccupations de la politique de défense allemande, le gouvernement souligne qu'il reste dans l'intérêt de l'Allemagne d'apporter des contributions substantielles à la gestion internationale des crises⁴⁸. Cette contribution devra se faire en étant sensible aux enjeux climatiques et féministes, suivant une approche intégrée regroupant les instruments civils et militaires ayant fait leurs preuves, tels que le déploiement de l'Agence fédérale de secours technique et des forces de police, mais également l'autonomisation des armées de partenaires et les missions armées.

Au regard de la réorientation de l'OTAN vers la dissuasion nucléaire et conventionnelle sur le continent européen, le cadre privilégié de la gestion de crise sera à l'avenir l'Union européenne (UE). En conséquence, le gouvernement tient à ce que l'UE reste capable d'agir et d'assurer sa sécurité et sa stabilité non seulement dans son voisinage mais aussi à l'échelle mondiale, notamment à travers la mise en place des forces de déploiement rapide de l'UE, pour laquelle l'Allemagne assumera une responsabilité particulière. Pour augmenter la capacité d'action de l'UE, le gouvernement allemand est également prêt à revoir les traités européens, en envisageant un système de décisions majoritaires dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune⁴⁹. La participation à des missions armées multinationales devra également continuer de se faire au profit des Nations unies. Cependant, compte tenu du blocage du Conseil de sécurité, le gouvernement est favorable à un débat à l'Assemblée générale des Nations unies en accord avec la résolution « Union pour le maintien de la paix⁵⁰ ».

Bien qu'attaché à un monde sans armes nucléaires et souhaitant y parvenir en créant des conditions favorables au désarmement, notamment dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), le gouvernement fédéral reconnaît la nécessité d'une dissuasion nucléaire crédible, tant que ces armes restent une réalité⁵¹. Dans sa NSS, le gouvernement s'engage pour cela à contribuer à la dissuasion dans le cadre du partage nucléaire en mettant à disposition sans interruption des avions à double capacité⁵².

45. *Ibid.*, p. 31.

46. *Ibid.*, p. 32-33.

47. *Ibid.*, p. 32.

48. *Ibid.*, p. 40-41.

49. *Ibid.*, p. 37-39.

50. *Ibid.*, p. 40-41.

51. *Ibid.*, p. 45.

52. *Ibid.*, p. 32.

De même, le gouvernement allemand – tout en restant fidèle à sa politique restrictive d’exportations d’armements qui tient compte de la situation humanitaire, démocratique ainsi que de l’État de droit avant toute autorisation d’exportation – souhaite désormais prendre davantage en compte les intérêts d’alliés et de partenaires, ainsi que des réflexions stratégiques et de politique industrielle européenne dans ses décisions autorisant les exportations d’armements⁵³.

Une politique de sécurité résiliente

Selon la NSS, l’ordre fondamental libéral et démocratique constitue la base et la garantie de la liberté, de l’ouverture et de la diversité de l’Allemagne. Pour demeurer ainsi, il est cependant nécessaire que la société et l’économie allemandes soient résistantes, flexibles et solides face aux attaques extérieures et aux vulnérabilités intérieures, notamment en restaurant constamment la confiance dans les institutions démocratiques. La désinformation, les actions hybrides ainsi que toutes formes d’extrémisme sont pour cela présentées comme les principales menaces auxquelles il est nécessaire de faire face, notamment par la suppression de contenus radicaux et la pénalisation de leurs auteurs, le renforcement de la recherche sur la désinformation ainsi que des compétences numériques et médiatiques, mais également par un accès simplifié à des informations fiables et transparentes sur l’action gouvernementale⁵⁴.

La détérioration de l’environnement sécuritaire de l’Allemagne, les effets dévastateurs de la crise climatique ainsi que la pandémie de Covid-19 ont de plus mis en lumière la nécessité de réévaluer les mesures concernant la défense et la protection civile. Pour atteindre les exigences minimales de l’OTAN concernant la résilience nationale, le gouvernement souhaite renforcer la résilience des infrastructures critiques et la défense civile par la révision du cadre juridique ainsi que des directives concernant la défense générale, datant de 1989. De plus, par la création d’un nouveau centre dédié à la protection civile, la mise en œuvre d’une stratégie de résilience face aux catastrophes ainsi que par le biais d’exercices de gestion de crise réguliers associant les Länder et les ministères fédéraux, le gouvernement fédéral souhaite participer au renforcement de la protection civile dans la limite de ses possibilités⁵⁵. Finalement, afin d’éviter une situation de pénurie comparable à celle connue lors de la pandémie de Covid-19, le gouvernement souhaite s’assurer d’un stockage efficace et décentralisé de médicaments et de produits médicaux par le biais d’une loi sur la sécurité sanitaire, ainsi qu’examiner, voire développer les réserves nationales de nourriture⁵⁶.

53. *Ibid.*, p. 45.

54. *Ibid.*, p. 46-48.

55. La Loi fondamentale allemande (*Grundgesetz*) dispose que l’exercice des pouvoirs de l’État relève par principe de la compétence des Länder, sauf si la Constitution en dispose autrement. Ainsi, la défense civile, qui correspond à la protection de la population lors d’un conflit armé, relève de la compétence de l’État fédéral, au même titre que les Affaires étrangères et la Défense. La protection civile en revanche, qui s’applique à toutes les autres situations d’urgence majeures, telles que les catastrophes naturelles ou les pandémies, relève des États fédérés (Länder). Cf. Benjamin Scharte, *COVID-19. L’Allemagne repense sa protection civile*, Politique de sécurité : analyses du CSS, 187, juillet 2021, p. 2.

56. Cf. Gouvernement fédéral, *Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité intégrée pour l’Allemagne. Stratégie de sécurité nationale*, *op. cit.*, p. 34-36.

L'invasion russe de l'Ukraine a également mis en évidence la nécessité de développer la résilience financière et économique. Pour le gouvernement, la base d'une telle résilience est une politique budgétaire solide, au sens du frein à la dette consacré par la Loi fondamentale en 2009. Une telle politique a pour objectif de stabiliser les finances publiques à long terme et d'offrir une marge de manœuvre financière aux décideurs politiques permettant d'amortir les coûts financiers des crises à venir.

La résilience passe également par la réduction de dépendances économiques, en particulier dans le domaine énergétique et des matières premières. Il s'agit pour cela de réduire leur consommation en augmentant l'efficacité des ressources et de diversifier l'approvisionnement en se tournant prioritairement vers des partenaires fiables. L'exploitation des matières premières présentes sur le territoire national ainsi que la constitution de réserves stratégiques et l'accélération de la transition énergétique sont également des pistes suivies par le gouvernement. Ces mesures doivent non seulement engager l'État mais aussi les acteurs privés, qui sont appelés à assumer leurs responsabilités en la matière, notamment en passant en revue les investissements étrangers dans les infrastructures critiques afin d'empêcher toutes possibilités de pression politique⁵⁷.

Cette responsabilité partagée entre l'État et le secteur privé se joue également dans le domaine du cyberspace, étant donné que des cyberattaques visant des infrastructures critiques ou des entreprises d'intérêt public peuvent représenter une menace existentielle. En plus de vouloir durcir sa réponse en matière de cybersécurité en développant les synergies entre les services de renseignement, la justice, la diplomatie et les armées, le gouvernement souhaite aussi atteindre – en lien avec les acteurs privés tels que les opérateurs de technologies critiques clés – une souveraineté technologique et numérique, notamment en contrôlant les investissements étrangers dans ces domaines. Cependant, alors que le gouvernement souhaite faire de la défense contre des cyberattaques graves une compétence fédérale, en modifiant la Loi fondamentale, il rejette par principe la riposte numérique comme moyen de cyberdéfense⁵⁸.

Étant donné que les acteurs étatiques et privés dépendent largement des satellites pour leurs communications, la navigation et la récolte de données d'observation, la sécurité et la résilience de ces systèmes sont devenues une nécessité. Dans ce domaine, le gouvernement souhaite essentiellement coopérer avec ses partenaires internationaux, en particulier dans le cadre européen et transatlantique, et faire appliquer le droit international dans l'espace, raison pour laquelle il renonce aux essais de missiles antisatellites. Afin de renforcer ses capacités d'analyse situationnelle et de réactions, le gouvernement souhaite développer son Centre civilo-militaire de situation spatiale ainsi que ses mécanismes interministériels en la matière⁵⁹.

57. *Ibid.*, p. 53-55.

58. *Ibid.*, p. 57-62.

59. *Ibid.*, p. 62-63.

Une politique de sécurité durable

Pour le gouvernement fédéral allemand, la politique de développement correspond à une politique de sécurité durable en permettant à ces partenaires d'assurer les besoins fondamentaux de leurs populations et de mieux affronter les conséquences de la crise climatique. Cette politique de développement doit également contribuer à la sécurité de l'approvisionnement en Allemagne⁶⁰.

In fine, un réchauffement climatique qui dépasse la limite de 1,5 degré risquerait de mettre en péril non seulement la sécurité alimentaire, mais également toute perspective de vie sûre et prospère en Allemagne et dans le monde entier. Pour cela, la NSS définit la politique climatique et environnementale comme faisant partie intégrante de la politique de sécurité. En entraînant des revers dans la politique de développement, des dégradations économiques ainsi qu'en déstabilisant des sociétés entières, la crise climatique provoquerait des répercussions jusqu'en Allemagne. L'endiguement et le développement de stratégies d'adaptation à cette crise, ainsi qu'à celles de la biodiversité et des écosystèmes deviennent ainsi une mission primordiale pour le gouvernement allemand et doivent aussi le devenir pour l'humanité tout entière⁶¹.

RÉCEPTION DE LA STRATÉGIE EN ALLEMAGNE

La stratégie nationale de sécurité allemande, rendue publique en juin 2023, reçoit une attention médiatique nationale et internationale importante. Cependant, alors que la presse étrangère, et française⁶², salue cette stratégie et y voit en partie un « changement de paradigme important », gravant dans le marbre le « tournant historique »⁶³ annoncé par le chancelier, les prises de parole en Allemagne sont beaucoup plus nuancées.

Un regard plus réaliste sur l'état du monde

Les points positifs qui sont relevés par la communauté de défense allemande, par ailleurs beaucoup sollicitée par les médias depuis février 2022 – une véritable nouveauté dans le débat public allemand –, concernent principalement la description de l'environnement stratégique de l'Allemagne, le lien qui est établi entre économie et sécurité, la reconnaissance de sa propre vulnérabilité ainsi que le processus de réflexion interministériel qui est engagé par l'écriture de la stratégie.

60. *Ibid.*, p. 43-44.

61. *Ibid.*, p. 64-69.

62. Cf. Thomas Wieder, « [L'Allemagne se dote pour la première fois depuis 1949 d'une stratégie de sécurité nationale](#) », *Le Monde*, 15 juin 2023 ; Georgina Wright *et al.*, « [France-Allemagne. La stratégie de sécurité nationale allemande décryptée par nos experts](#) », Institut Montaigne – Expressions, 3 juillet 2023.

63. Cf. Nino Renaud, « [L'Allemagne dévoile une stratégie à la fois nationale et européenne](#) », *Les Échos*, 14 juin 2023.

De façon unanime, les experts allemands se félicitent du réalisme de la description des menaces et des risques. Ekkehard Brose⁶⁴, Daniela Schwarzer⁶⁵ et Bastian Giegerich⁶⁶ constatent avec satisfaction qu'il est reconnu que certains États autoritaires, telle la Chine, désormais qualifiée de rival systémique, usent de leur pouvoir pour faire émerger un changement fondamental de l'ordre international, et que la Russie représente désormais la plus grande menace pour la sécurité allemande⁶⁷. Cette position gouvernementale n'a cependant pu être prise qu'après une profonde remise en question d'une partie de la gauche allemande, en particulier le SPD. Effectivement, celui-ci a non seulement reconnu que le fameux dicton social-démocrate, selon lequel « il ne saurait y avoir de sécurité en Europe contre la Russie, mais seulement avec la Russie », n'avait plus aucun fondement. Les sociaux-démocrates ont également, bon gré mal gré, intériorisé le fait que certaines divergences d'intérêts ne se laissaient pas résoudre par la négociation ou par des relations commerciales toujours plus étroites⁶⁸.

Les experts allemands notent également que ce document stratégique ne mentionne plus l'expression « d'ordre international fondé sur des normes et valeurs », comme c'était encore le cas dans le Livre blanc de 2016. L'identification d'une « multipolarité » dans un « ordre international libre fondé sur le droit international et la Charte des Nations unies » est comprise par certains, tels Markus Kaim et Stephan Mair⁶⁹, comme une invitation au dialogue adressée à ceux qui voient une nécessité de réformer le système international. Ces formulations permettent également de poser les fondements de coopérations et partenariats futurs avec différents systèmes ou régions dans le monde, en Asie, en Afrique ou sur le continent américain⁷⁰.

Pour Daniela Schwarzer, le souhait du gouvernement allemand de développer la résilience de l'État allemand peut cependant être compris comme un aveu de vulnérabilité et d'incapacité à apporter une protection intégrale. De cette reconnaissance découle la nécessité de renforcer les capacités de défense et d'opérer une réduction des risques, notamment dans le domaine économique⁷¹. Ce lien entre économie et sécurité a été, d'après Bastian Giegerich, jusque-là négligé dans la pensée sécuritaire allemande. Les responsables politiques auraient dans le passé, malgré les mises en garde des partenaires internationaux, établi une stricte séparation entre ces deux domaines, parfaitement illustrée par le gazoduc

64. Ekkehard Brose est un diplomate de carrière allemand qui a été président de l'Institut fédéral des hautes études de sécurité (Bundesakademie für Sicherheitspolitik – BAKS) de 2019 à 2023.

65. Daniela Schwarzer est membre du directoire de la Fondation Bertelsmann. De 2016 à 2021, elle a été directrice de l'Institut allemand de politique étrangère (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik – DGAP).

66. Bastian Giegerich est le directeur général de l'International Institute for Strategic Studies à Londres depuis octobre 2023.

67. Cf. Jochen Buchsteiner, « [Nationale Sicherheitsstrategie. Die Zeitenwende schlägt nicht durch](#) », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 juin 2023 ; Ekkehard Brose, « [Nationale Sicherheitsstrategie. Haben wir den Mut und den Willen, Sicherheit zu gestalten?](#) », *Wirtschaftswoche*, 14 juin 2023 ; Daniela Schwarzer, « [Mit Sicherheit nur ein erster Schritt](#) », *Internationale Politik*, 15 juin 2023.

68. Cf. Lars Klingbeil, *La nouvelle politique étrangère allemande. Une perspective sociale-démocrate*, Friedrich-Ebert-Stiftung, novembre 2022, p. 2.

69. Markus Kaim est chercheur et Stefan Mair est directeur de l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité de la Fondation pour la recherche et la politique (Stiftung Wissenschaft und Politik – SWP).

70. Cf. Markus Kaim et Stefan Mair, *Nach der Nationalen Sicherheitsstrategie – die nächsten Schritte*, Stiftung Wissenschaft und Politik – 360 Grad, 4 septembre 2023.

71. Cf. Daniela Schwarzer, « [Mit Sicherheit nur ein erster Schritt](#) », *Internationale Politik*, 15 juin 2023.

Nord Stream 2, dont le caractère purement commercial a été défendu avec insistance par les gouvernements d'Angela Merkel. La réduction de la dépendance en matières premières et la nécessité de diversifier les fournisseurs afin de réduire ou d'éviter de futurs risques sécuritaires sont ainsi interprétées comme un progrès important⁷².

De nombreux chercheurs, comme Aylin Matlé⁷³, espèrent ainsi que ce processus interministériel d'écriture et de réflexion autour de cette première stratégie nationale de sécurité, contribuera à faire imploser la pensée en silo prévalant jusqu'alors au sein des gouvernements allemands et à développer une pensée véritablement stratégique, au sens holistique du terme, à la tête de l'État allemand⁷⁴. Il est effectivement fort possible que la NSS joue ce rôle de document d'orientation, de référence et de direction de l'action extérieure allemande en ayant promu une réflexion stratégique au sein de chaque ministère. En effet, depuis la sortie de la NSS en juin 2023, sept documents stratégiques ont d'ores et déjà été publiés : la *Stratégie pour la Chine*⁷⁵ ainsi que la nouvelle *Stratégie nationale d'hydrogène*⁷⁶ en juillet, la *Stratégie spatiale*⁷⁷ et la *Stratégie de politique industrielle à l'heure du tournant historique*⁷⁸ en septembre et octobre, ainsi que les nouvelles *Lignes directrices pour la politique de défense*⁷⁹ en novembre 2023, la *Stratégie de diplomatie climatique*⁸⁰ en décembre 2023 et la *Stratégie pour une démocratie forte et solide*⁸¹ en mai 2024. D'autres stratégies⁸² sont encore en cours d'élaboration ainsi que plusieurs projets de lois⁸³ en la matière.

Doutes persistants quant à la mise en œuvre de la stratégie

Cependant, la NSS a aussi été vivement critiquée par les experts allemands en raison du décalage constaté entre l'analyse stratégique et les conclusions qui en sont tirées concernant la mise en œuvre de la stratégie. Ce constat s'applique principalement à l'articulation entre les objectifs stratégiques et les moyens alloués à leur réalisation. Il a été relevé avec étonnement que, malgré la multitude d'objectifs formulés dans la NSS – Markus Kaim et

72. Cf. Jochen Buchsteiner, « [Nationale Sicherheitsstrategie. Die Zeitenwende schlägt nicht durch](#) », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 juin 2023

73. Aylin Matlé est chercheuse à la DGAP.

74. Cf. Aylin Matlé, « [Geld und Strategie. Die Nationale Sicherheitsstrategie zwischen Anspruch und Wirklichkeit](#) », *DGAP Newsletter*, 15 juin 2023.

75. Bundesregierung, *China-Strategie der Bundesregierung*, Berlin, juillet 2023.

76. Bundesregierung, *Fortschreibung Nationale Wasserstoffstrategie*, Berlin, juillet 2023.

77. Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz, *Raumfahrtstrategie der Bundesregierung*, Berlin, septembre 2023.

78. Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz, *Industriepolitik in der Zeitenwende*, Berlin, octobre 2023.

79. Bundesministerium der Verteidigung, *Verteidigungspolitische Richtlinien 2023*, Berlin, novembre 2023.

80. Bundesregierung, *Klimaaußenpolitikstrategie der Bundesregierung*, Berlin, décembre 2023.

81. Bundesregierung, *Gemeinsam für Demokratie und gegen Extremismus. Strategie der Bundesregierung für eine starke, wehrhafte Demokratie und eine offene und vielfältige Gesellschaft*, Berlin, mai 2024.

82. La NSS a annoncé la publication d'au moins six stratégies supplémentaires : une *Stratégie contre les menaces hybrides*, une *Stratégie de gestion de la désinformation*, une *Stratégie nationale de protection de l'économie*, ainsi que la mise à jour de plusieurs stratégies telle que la *Stratégie sur l'industrie de sécurité et de défense*, la *Stratégie nationale en faveur de la biodiversité* ou la *Stratégie d'adaptation au changement climatique*.

83. Sont encore prévues : une loi-cadre portant sur la protection des infrastructures critiques, une loi renouvelant le contrôle des exportations d'armes, une loi sur la sécurité sanitaire, une loi d'adaptation au changement climatique, ainsi qu'une adaptation de la Loi fondamentale allemande afin de créer une compétence fédérale en cas de cyberattaque grave.

Stefan Mair en ont compté plus d'une centaine⁸⁴ –, le gouvernement, en soulignant que la réalisation des missions de cette stratégie devait se faire sans « alourdir la charge globale du budget fédéral⁸⁵ », ne semblait pas vouloir se donner les moyens de sa politique. Pour Carlo Masala, cette réticence à consentir à des dépenses supplémentaires pour la politique de sécurité est une preuve que le prétendu « tournant historique » n'est pas vraiment pris au sérieux⁸⁶.

Compte tenu de ces contraintes budgétaires, une priorisation des objectifs serait requise, or celle-ci fait défaut au sein de la NSS. Résultat d'un manque de courage et d'ambition du gouvernement, la NSS n'a pas réussi, selon Christian Mölling, à dépasser les priorités des différents ministères pour faire naître une véritable politique de sécurité intégrée et doit pour cela plutôt être comprise comme un document évolutionnaire en période révolutionnaire⁸⁷. En conséquence, ce manque de priorisation fait de la NSS une liste de vœux et non une stratégie, selon Marina Henke, qui critique également l'absence de discussion des forces et faiblesses des instruments et objectifs du gouvernement dans ce document⁸⁸.

À cet égard, Markus Kaim et Stefan Mair considèrent que la façon dont le gouvernement souhaite employer les exportations d'armements à son avantage à l'avenir et le gain stratégique qu'il en escompte, manquent de clarté⁸⁹. Bastian Giegerich relève de même que le souhait de développer et de renforcer des partenariats avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique est énoncé de façon beaucoup trop générique, comme une fin en soi, sans qu'aucune attente soit formulée envers ces pays⁹⁰. D'autres, comme Daniela Schwarzer ou Nikolas Busse, souhaiteraient pouvoir situer, à la lumière de l'extension du champ sécuritaire à presque tous les domaines de la vie, les limites d'une telle « sécuritisation », qui, de plus, met sur un même niveau le climat, la biodiversité, l'alimentation et la santé avec la défense, la cybersécurité et l'approvisionnement en matières premières, alors que les déficiences dans ces différents domaines et leur influence sur la sécurité varient grandement⁹¹.

Les experts s'accordent cependant sur le fait que le plus grand déficit à combler est très clairement celui de la défense. Le fonds extraordinaire de 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr (*Sondervermögen*), malgré son volume, ne peut que combler les plus grandes lacunes résultant du dénuement capacitaire des trente dernières années. L'augmentation des frais de fonctionnement, de maintenance et d'exercice ainsi que le besoin accru

84. Cf. Markus Kaim et Stefan Mair, *Integrierte Sicherheit*, dans Markus Kaim et Stefan Mair (coord.), *Nach der Nationalen Sicherheitsstrategie – die nächsten Schritte*, Berlin, SWP, 4 septembre 2023.

85. Cf. Gouvernement fédéral, *Robustesse. Résilience. Durabilité. Une sécurité intégrée pour l'Allemagne. Stratégie de sécurité nationale*, op. cit., p. 29.

86. Carlo Masala est professeur de politique internationale à l'Université de la Bundeswehr à Munich. Cf. Carlo Masala, *Bedingt abwehrbereit. Deutschlands Schwäche in der Zeitenwende*, C. H. Beck 2023, p. 66-67.

87. Christian Mölling est directeur adjoint de la DGAP et directeur du Centre de sécurité et de défense de l'institut. Cf. Christian Mölling, *Deutschlands Nationale Sicherheitsstrategie – wie weiter?*, Deutscher Bundestag – Auswärtiger Ausschuss, 19 juin 2023.

88. Marina Henke est professeure en relations internationales à la Hertie School à Berlin et y est également directrice du Centre de sécurité international. Cf. Marina Henke, « *Die Sicherheitsstrategie macht den Bürgern etwas vor* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 19 juin 2023.

89. Cf. Markus Kaim et Stefan Mair, *Integrierte Sicherheit*, op. cit.

90. Cf. Jochen Buchsteiner, « *Nationale Sicherheitsstrategie* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 juin 2023.

91. Nikolas Busse est en charge de la politique étrangère au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Cf. Daniela Schwarzer, « *Mit Sicherheit nur ein erster Schritt* », *Internationale Politik*, 15 juin 2023 ; Nikolas Busse, « *Strategie mit Beigeschmack* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 juin 2023.

d'investissements dans les infrastructures militaires qui viendront de pair avec la montée en puissance souhaitée de la Bundeswehr devront être financés par le budget régulier, notamment en raison des limites juridiques inscrites dans le texte de loi instituant le fonds⁹². En échange de ses voix pour parvenir à une majorité constitutionnelle nécessaire pour pouvoir contourner le frein à la dette, l'opposition conservatrice avait exigé que les moyens du fonds servent principalement à « financer des projets d'équipements majeurs, en particulier des mesures pluriannuelles », et ne puissent donc, en principe, être utilisés pour financer les dépenses quotidiennes des armées⁹³.

Markus Kaim et Stefan Mair soulignent pour cela l'importance d'une hausse durable et crédible du budget de la défense. Ils rappellent cependant que certains problèmes, plus systémiques au sein du ministère de la Défense, tels que la diffusion des responsabilités, la complexité des processus d'acquisition ou la vétusté de certaines structures, ne peuvent être résolus qu'avec une réforme de fond en comble du ministère. De plus, face à un ordre nucléaire plus complexe et moins régulé, une réflexion approfondie devra se faire au sujet de la dissuasion nucléaire et conventionnelle ainsi qu'à leur imbrication⁹⁴.

Compte tenu de l'absence de priorités claires, de conflits d'objectifs à l'avenir et des contraintes budgétaires pressantes, le refus d'entreprendre des réformes structurelles et procédurales de fond pour optimiser le travail gouvernemental et, en particulier, la coopération interministérielle a été reçu avec déception et préoccupation. Pour Bastian Giegerich, le fait de renoncer à instaurer un conseil national de sécurité est la plus grande rupture logique avec la NSS et affaiblira durablement le concept d'une « sécurité intégrée », à savoir l'intégration des acteurs, instruments et moyens du gouvernement. En l'absence d'une véritable structure gouvernementale de réflexion et de délibération stratégique, les experts allemands se demandent comment le gouvernement souhaite résoudre de manière plus effective et efficace les conflits d'intérêts et d'objectifs qui se présentent et se présenteront à lui, tel le trilemme chinois (partenaire-concurrent-rival) ou les besoins financiers accrus de la défense en période de restriction budgétaire. Comment résoudre la quadrature du cercle que représente une politique restrictive d'exportations d'armements qui se veut également plus stratégique ? Et comment résoudre la contradiction manifeste d'une politique extérieure favorable à un monde sans armes nucléaires et soutenant le TIAN, qui souligne en même temps son attachement au partage nucléaire au sein de l'OTAN ?

92. Cf. BMJ, *Gesetz zur Finanzierung der Bundeswehr und zur Errichtung eines « Sondervermögens Bundeswehr »*, 1^{er} juillet 2022.

93. *Ibid.*

94. Cf. Markus Kaim et Stefan Mair, *Integrierte Sicherheit*, *op. cit.*

CONCLUSION

L'ambition affichée de la coalition tripartite au début de son mandat était de faire émerger une politique étrangère cohérente, en particulier grâce à l'élaboration d'une stratégie nationale de sécurité. L'élaboration difficile et complexe de celle-ci a une fois de plus démontré la difficulté à surmonter le principe d'autonomie des départements ministériels ainsi que la persévérance des logiques de pouvoir caractéristiques des gouvernements de coalition en Allemagne. Les adeptes d'une « sécurité intégrée » se sont non seulement heurtés au principe constitutionnel de la compartimentation de l'action extérieure allemande mais également à la culture politique allemande, qui fige une certaine répartition et pratique des pouvoirs gouvernementaux. La NSS est pour cela sans doute le meilleur résultat possible et l'illustration d'une mise en pratique d'un « tournant historique » à l'allemande.

Cependant, il serait prématuré de rejeter la NSS dans son intégralité. Dans les circonstances données et en l'absence d'une intégration de tous les acteurs, instruments et moyens de la politique de sécurité allemande par le biais d'une centralisation de la coordination interministérielle, le succès de la NSS sera fonction de l'émergence d'une véritable pensée stratégique au sein de chaque domaine politique et d'une inflexion des mentalités. Un tel changement de gouvernance est certes bien plus incertain et difficile à atteindre en ce qu'il dépend du bon vouloir des différents acteurs gouvernementaux et parlementaires en place, mais peut se révéler tout aussi durable.

Des progrès en ce sens peuvent d'ores et déjà être constatés, en particulier en ce qui concerne la redécouverte du lien entre économie et sécurité, le réinvestissement de la défense ainsi que le développement d'un certain pragmatisme vis-à-vis de certains instruments. La nationalisation du réservoir de gaz de Rehden⁹⁵ en avril 2022 par le ministre de l'Économie Robert Habeck ainsi que la diversification des fournisseurs entreprise par la suite en sont un exemple. La restructuration du ministère de la Défense et la réorientation de la Bundeswehr engagées par Boris Pistorius depuis sa prise de fonction, en janvier 2023, ainsi que la facilitation des exportations d'armements vers l'Inde en sont d'autres. Cependant, ces mesures ont été largement prises par nécessité et donc indépendamment de la parution de la NSS. En ce sens, la NSS peut être comprise comme le reflet de l'état actuel de la pensée stratégique allemande.

En même temps, l'élaboration de cette stratégie a enclenché un processus de compréhension des différentes priorités et conceptions sécuritaires au sein du gouvernement, dont découlent une multitude de stratégies et projets de loi qui s'imbriquent dans la logique de la NSS. Celle-ci peut, en conséquence, comme l'a souligné le chancelier Olaf Scholz lors de sa présentation en juin 2023, constituer « le point de départ d'un processus de renforcement continu et commun de la sécurité allemande⁹⁶ ». Dans cette optique, la mise en place d'une plateforme de données interministérielle dans le but de disposer d'une base

95. Avec 20 % des capacités de stockage, ce plus grand réservoir de gaz en Allemagne était devenu le symbole de la dépendance allemande envers la Russie en raison de son appartenance à Gazprom.

96. Bundesregierung, « [Pressekonferenz von Bundeskanzler Scholz, Bundesministerin Baerbock, Bundesminister Lindner, Bundesminister Pistorius und Bundesministerin Faeser zur Vorstellung der Nationalen Sicherheitsstrategie](#) », Bundespressekonferenz, Berlin, 14 juin 2023.

d'information commune sur les différents projets poursuivis et financés dans le monde par les différents acteurs gouvernementaux doit permettre la poursuite d'une approche géopolitique et stratégique pour la politique extérieure allemande. La création en juin 2022 d'un centre de compétences dédié à la protection civile pour faire le lien entre les organes fédéraux et fédérés doit à l'inverse permettre une meilleure imbrication des différents instruments de sécurité intérieure.

Cependant, certains aspects n'ont pu être résolus de manière satisfaisante et continuent de faire l'objet de débats politiques. Ceci concerne tout d'abord la coordination interministérielle et la création d'un éventuel conseil national de sécurité. Alors que la ministre des Affaires étrangères ainsi que le chancelier ont souligné l'absence de nécessité d'une telle structure étant donné l'existence du cabinet de sécurité (Sicherheitskabinett)⁹⁷, le groupe parlementaire des libéraux continue d'introduire le sujet dans l'hémicycle⁹⁸. Il est de même intéressant de noter que certains souhaiteraient également réformer les institutions du parlement, elles aussi très compartimentées car structurées parallèlement aux domaines ministériels qu'elles souhaitent contrôler. Ainsi, dans le cadre de l'évaluation de l'engagement allemand en Afghanistan par une commission d'enquête parlementaire, plusieurs anciens parlementaires ont non seulement préconisé la création d'un conseil national de sécurité, mais aussi, en parallèle, celle d'une commission de sécurité au Bundestag⁹⁹.

Un autre aspect, qui fait l'objet de vifs débats politiques et publics et qui s'accroîtra certainement au cours des mois et années à venir, concerne le budget de la défense. La déclaration solennelle du chancelier en février 2022 devant le Bundestag d'investir « à partir de maintenant, d'année en année, [...] plus de deux pour cent du produit intérieur brut dans notre défense¹⁰⁰ », n'a été réalisée que deux ans plus tard. En effet, après un budget de défense de 57,7 milliards d'euros en 2022, soit 1,49 % du PIB, et 64 milliards d'euros en 2023, soit 1,57 % du PIB, l'Allemagne a finalement réussi en 2024, et surtout grâce à la mobilisation de près de 20 milliards d'euros provenant du fonds spécial et d'une comptabilisation de l'aide militaire à l'Ukraine, à atteindre – pour la première fois depuis 1990 – l'objectif de l'OTAN visant à consacrer 2 % du PIB à la défense¹⁰¹.

Cependant, le jugement fracassant de la Cour constitutionnelle fédérale du 15 novembre dernier, déclarant inconstitutionnel le Fonds pour la transformation et le climat de 60 milliards d'euros, et rappelant au gouvernement fédéral le cadre très strict du frein à l'endettement, aura des répercussions certaines sur la politique budgétaire des années à venir¹⁰². Ce jugement, par lequel la Cour a clairement indiqué que la discipline budgétaire n'était pas une option politique mais une norme constitutionnelle, a eu pour conséquence un blocage presque complet du budget fédéral de 2023, ainsi qu'une remise en cause du budget pour

97. *Ibid.*

98. Cf. FDP, *Positionspapier der FDP-Fraktion: Für eine handlungsfähige Außen- und Sicherheitspolitik – Einrichtung einer Nationalen Sicherheitsrats*, Fraktion der Freien Demokraten im Deutschen Bundestag, 20 juin 2023.

99. Cf. Deutscher Bundestag, *Experten empfehlen mehr Vernetzung als Lehre aus Afghanistan*, Enquête-Kommission Afghanistan, 12 juin 2023.

100. Cf. Olaf Scholz, « *Déclaration gouvernementale du chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne Olaf Scholz* », *op. cit.*

101. Cf. NATO, *Defence Expenditures of NATO Countries*, 7 juillet 2023.

102. Cf. Cécile Boutelet, « *En Allemagne, la Cour constitutionnelle rappelle le gouvernement à l'ordre en matière budgétaire* », *Le Monde*, 15 novembre 2023.

2024¹⁰³. En conséquence, les priorités gouvernementales en matière sociale, écologique et de défense sont remises en cause et dépendent de la réallocation de ressources budgétaires désormais bien moins importantes. Il semble donc que le débat sur la défense vienne juste de (re)commencer.

Jéronimo L. S. Barbin est chercheur au Centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr (ZMSBw) à Potsdam et doctorant à l'Université de la Bundeswehr à Hambourg. De septembre à décembre 2021, il a été doctorant invité à l'IRSEM et y est désormais doctorant associé.

Ses travaux de recherche portent actuellement sur les cultures stratégiques et militaires en France et en Allemagne ainsi que sur le développement de doctrines de contre-insurrection lors de l'engagement des deux pays en Afghanistan. Il a publié une monographie sur les origines françaises de la doctrine de contre-insurrection des États-Unis, participé à des ouvrages collectifs avec des chapitres sur l'OTAN et la PSDC, et écrit plusieurs articles dans des revues françaises et allemandes sur ces sujets.

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne représentent pas forcément celles des organismes susmentionnés.

Contact : jeronimo.barbin@irsem.fr

103. Cf. ZDF, « [Schreiben des Finanzministeriums. Fast gesamter Bundeshaushalt gesperrt](#) », ZDF heute, 21 novembre 2023.